

Opinion

VENEZUELA - Le déclin de l'espérance

Homar Garcés

vendredi 4 mai 2018, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Mardi 24 avril 2018.

Le célèbre auteur français Jules Verne affirmait que « tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir » selon la morale de l'ancien mythe grec de la boîte de Pandore « l'espoir est la dernière chose que l'on perd ». Ces deux phrases pourraient s'appliquer tristement au cas du Venezuela en dépit de l'évidence que des milliers de personnes expriment quotidiennement, avec amertume, leur impuissance et leur colère face à ce qui se passe, particulièrement dans le domaine de l'économie, et qui souffrent de pénuries en tout genre sans qu'on perçoive à ce jour une solution à court ou à moyen terme.

Dans ce contexte le gouvernement en appelle à des solutions transitoires qui deviennent permanentes, en prolongeant de façon risquée la conjoncture du moment historique que l'on vit, sans vraiment approfondir (pour des motifs divers, beaucoup d'entre eux injustifiés) les raisons de cette souffrance, ce qui, selon de nombreux analystes, permet de prédire l'aggravation d'une crise multiple, plus longue encore et plus profonde. À plus forte raison si on considère que l'appareil productif du pays souffre d'une insuffisance (réelle ou créée, l'effet est le même) de biens de premières nécessité, qui sont pour la plupart importés traditionnellement par un secteur privé, en collusion avec les secteurs de l'opposition dont l'intérêt est d'obtenir la chute du chavisme au gouvernement. Cette situation, d'autre part, a eu pour conséquence un fort appauvrissement d'une grande part de la population vénézuélienne, en dépit de salaires décents, obligée de vivre en ayant recours à des expédients, en trempant dans la corruption qu'on imaginait circonscrite à l'espace politique.

Qu'on l'admette ou non, tout ceci est la conséquence directe du vieux réformisme qui a irrigué toute la structure du pouvoir chaviste. Et ce, depuis la période où Hugo Chávez gouvernait. Admettons-le. En accord avec cette affirmation on pourrait souscrire à l'analyse d'Edgardo Lander, « L'implosion du Venezuela, économie de rente », dans laquelle il indiquait que « le gouvernement du Président Chávez, loin d'assumer qu'une alternative au capitalisme devait nécessairement être une alternative au modèle prédateur de développement, de croissance sans fin, loin de remettre en question le modèle pétrolier de la rente, l'a maintenu à un niveau historiquement inconnu jusqu'alors dans le pays.

Durant les 17 années du processus bolivarien, l'économie est devenue de plus en plus dépendante des revenus du pétrole, revenus sans lesquels il n'est pas possible d'importer les biens nécessaires à la satisfaction des besoins de base de la population, y compris d'une gamme de produits que le pays produisait antérieurement. On a privilégié, au cours de ces années, la politique d'assistance plutôt que la transformation du modèle économique, on a augmenté les faibles revenus, sans modifier les conditions structurelles de l'exclusion. En confondant socialisme avec étatisme, par le biais de nationalisations successives, le gouvernement bolivarien a élargi la sphère étatique bien au-delà de ses capacités de gestion. En conséquence l'État est aujourd'hui plus important mais en même temps plus faible et plus inefficace, moins transparent et plus corrompu.

La présence militaire importante dans le fonctionnement d'organismes d'État a contribué en grande part à ces résultats. La plupart des entreprises qui ont été étatisées, dans le cas où elles continueraient à fonctionner, l'ont été grâce à la rente pétrolière. Autant les politiques sociales, qui ont amélioré significativement les conditions de vie de la population, que les multiples initiatives solidaires et intégrationnistes dans la sphère latino-américaine, ont été possibles grâce aux subsides de la rente

pétrolière. Ignorant la preuve historique du caractère cyclique des prix des produits de base, le gouvernement a agi comme si le prix du pétrole allait se maintenir indéfiniment autour des cent dollars le baril. Le pétrole est allé jusqu'à représenter 96 % de la valeur totale des exportations et pratiquement la totalité des devises qui sont entrées dans le pays dans ces années-là l'ont été au profit de l'État. Grâce à une politique du contrôle des taux de change on a maintenu la parité insoutenable de la monnaie, ce qui a eu pour résultat de subventionner l'ensemble de l'économie ».

Si on tente de résumer tout ce qui est dit antérieurement, il est difficile d'échapper à la conclusion que, au cours de cette période, le gouvernement n'a jamais envisagé - en apparence, ou par inadvertance - la possibilité certaine que l'économie engendrerait une bulle économique qui, d'un moment à l'autre, éclaterait, entraînant des problèmes qui ne seraient pas résolus facilement, sans recourir aux solutions classiques du capitalisme. Une chose que, de façon tangentielle et obligé par les circonstances critiques dans lesquelles est plongé le Venezuela, le gouvernement de Nicolás Maduro a dû admettre, tout en soutenant globalement cette politique économique de la rente qui dure depuis cent ans, en comptant sur les énormes dividendes que généreraient dans le futur les transactions du Petro [1] et l'exploitation de l'Arc minier [2] et de la Frange pétrolière de l'Orénoque, ainsi qu'une éventuelle (et proche) hausse des prix internationaux du pétrole. Au vu de cette situation générale on peut affirmer que le pays s'avance vers une restauration capitaliste totale, mais avec de nouveaux acteurs et en faisant de la révolution une illusion qui, par moments, a été possible.

Traduction de **Françoise Couëdel**.

Texte original (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/192482>.

Notes

[1] Devise crypto-pétrolière - NdT.

[2] Au nord de l'État de Bolívar, zone de 112 000 km² riche en gisements d'or, de diamants, coltane, kaolin, dolomie et métaux rares